

Generalité de
Moulins, Bail de
Vernier.
Contrôle.



DECISION

GENERALE DU CONSEIL,

POUR le Droit de Contrôle des Procurations
données en Province pour passer des Con-
trats de Mariage à Paris.

Du 19. Decembre 1739.

Les deux Parties
qui ont donné
Procurations étant
l'une & l'autre à
Nevers, il est
constant qu'elles
n'ont donné les-
dites Procura-
tions pour passer
le Contrat de
Mariage à Paris.
que pour éluder
le paiement du
Contrôle, & dans
ce cas le Con-
trôle doit être
perçu sur l'une
des Procurations,
comme sur les
Actes mêmes; &
l'autre, sera con-
trôlée comme
Acte simple.

LE Sieur Goussot, Notaire Royal à Nevers, expose
que le vingt-six Fevrier dernier, il a passé une
Procurations pour les Sieur & Dame Girard de Vannes,
par laquelle ils donnoient pouvoir au Sieur Procureur
substitué, d'autoriser leur Fils dans le Contrat de
Mariage qu'ils entendoient passer pardevant Notaires à
Paris, avec Mademoiselle de Bleze de la Blouze, pour
quoi ils donnoient pouvoir de constituer en Dot audit
Sieur leur Fils la Terre de Charnoy, & autres Biens
expliqués en ladite Procurations, évalués sur le pied
de deux cens soixante-cinq mille quatre cens soixante-
seize livres neuf sols trois deniers; qu'ayant porté
cette Procurations au Commis qui la visa, en reservant
les Droits du Fermier, & qu'à l'instant lui Goussot,
remit ladite Procurations audit Sr. Girard de Vannes, au

Nevers

moyen de quoi il a satisfait à ce qui lui est prescrit par les Edits & Declarations; que cependant le Fermier a décerné une Contrainte contre lui, pour le payement de six cent sept livres, tant pour Droits de Controlle de ladite Procuration, que pour celui d'une autre Procuration passée le même jour devant Boury, autre Notaire à Nevers par le Sieur de Bleze de la Blouze, à l'effet dudit Mariage, & ce solidairement avec ledit Boury, dont il demande la décharge.

Ses moyens sont, que suivant l'Article LXXIV. du Tarif, il est dit que les Procurations en matieres simples & Laiques ne payeront que 10. sols; que la Procuration en question est simple, puisqu'elle ne porte qu'un simple pouvoir de consentir les clauses d'un Contrat de mariage, & qu'il n'y a que ce Contrat qui pourroit devoir les Droits prétendus par le Commis, & que le Fermier n'a que la voye de se pourvoir, ou contre la Partie, ou contre le Commis qui a controllé la Procuration; que le Commis ayant visé l'Acte ce n'est plus l'affaire du Notaire qui l'a passé, mais l'affaire du Controlleur & des Parties, nonobstant la reserve qu'il a fait pour le payement des Droits.

Le Fermier répond que cette Procuration contient l'énumération des clauses qui doivent être contenues dans le Contrat; que celles passées par le Sieur de Bleze de la Blouze, contient aussi les mêmes clauses; que c'est pour frauder les Droits de Controlle du Contrat de Mariage que les Parties ont donné les Procurations pour le passer à Paris, au lieu de le passer à Nevers, où elles sont domiciliées; que les Droits du Roy tomberoient, si ces abus étoient autorisés; que

3

le Controlle n'a pas été abonné à Paris pour les Habitans des Provinces où il a lieu ; partant conclut à ce que l'Article XCVI. du Tarif de 1722. soit executé ; en conséquence, qu'il lui soit permis de percevoir les Droits de Controlle desdites Procurations sur le pied des sommes y énoncées.

Pour Copie sur l'Original *Signé* , V E R O N D E
B U S S Y.

A P A R I S ,

Chez P I E R R E P R A U L T , Imprimeur des Fermes & Droits
du Roy , Quay de Gêvres , au Paradis. 1741.